

Le coup de gueule des élus locaux pour la réintégration des personnels non vaccinés

Une dizaine d'élus haut-savoyards s'unissent pour dire haut et fort leur colère face à la décision du gouvernement, de maintenir la suspension des personnels de santé non vaccinés contre la Covid. Tribune.

PROPOS RECUEILLIS PAR HÉLÈNE SERBES

HAUTE-SAOVIE

Sylviane Noël, sénatrice de Haute-Savoie

Nous nous sommes engagés dès le début de cette crise sanitaire contre certaines mesures qui nous paraissent excessives et souvent attentatoires aux libertés. Et parmi celles-ci la question de la vaccination obligatoire des personnels, que ce soit les soignants, les pompiers mais aussi tout le personnel qui œuvre dans les établissements de santé. Il faut rappeler que le parlement français s'était formellement opposé à la vaccination obligatoire. Imposer une vaccination à une catégorie de personnel en faisant un chantage à l'emploi, c'est une forme de vaccination obligatoire ! On voit les effets concrets sur le terrain. Même si notre hôpital souffre d'autres maux depuis bien des années, on constate que depuis un an, le chaos est assez total dans les effectifs paramédicaux. On voit qu'il y a un manque de personnel qui commence à être vraiment problématique pour nos concitoyens. La France demeure aujourd'hui le



seul pays au monde à maintenir cette obligation vaccinale. Il restait l'Italie qui l'a levée depuis l'arrivée de la nouvelle première ministre, et la Grèce qui va la lever dès le 1^{er} janvier.

Deuxièmement, les rappels de vaccination contre la covid ne sont plus obligatoires pour les soignants depuis 6 mois. Compte tenu de ce qu'on sait de la durée d'efficacité du vaccin, ça veut dire qu'un soignant qui a été vacciné il y a 6 ou 8 mois se trouve, médicalement parlant, dans une situation similaire à celle d'un soignant qui ne s'est jamais fait vacciner. On voit aujourd'hui sortir des chiffres nous indiquant qu'il n'y aurait que 11 % des soignants qui auraient fait leur 4^e dose. Ça veut dire qu'aujourd'hui, vous avez 89 % du personnel en place qui n'est plus dans les clous de la vaccination. Pendant toute cette période où on a suspendu des soignants, on a rappelé des soignants vaccinés, malades du covid à revenir travailler. Donc là, il faut m'expliquer quel est l'intérêt scientifique de cette mesure. Parce qu'à la base, c'était quand même pour éviter la contamination, et là on fait revenir des gens malades, moi je ne comprends plus là, il y a un truc qui m'échappe. Je ne suis pas médecin mais c'est complètement incohérent. Il faut aussi rappeler que, même si certains soignants n'ont pas souhaité se faire vacciner, au début de la crise, ils n'hésitaient pas à aller bosser sans masque, ni blouse, au mépris de

« Ils n'hésitaient pas à bosser sans masque, ni blouse, au mépris de leur propre santé, et sont aujourd'hui mis au ban de la société »

leur propre santé, et sont aujourd'hui mis au ban de la société.

Le gouvernement a tendance à vouloir étouffer un peu le débat en nous disant "Oh vous savez, ça concerne un nombre infime de soignants, cette suspension". Peut-être que ça concerne un nombre infime, mais vous savez pourquoi ? Parce que dans le statut de suspendu, vous n'avez droit à rien. Ce statut s'applique à des gens qui sont dans la fonction publique hospitalière, et se retrouvent du jour au lendemain sans revenu, sans statut, ils ne peuvent même pas trouver un travail ailleurs du fait de leur qualité de fonctionnaire. Qui peut aujourd'hui rester pendant un an, 18 mois sans travail, sans revenu, sans statut ? Il est sûr que très peu de soignants ont pu rester dans cette situation. Peu de temps après l'obligation vaccinale, énormément de soignants ont démissionné de la fonction publique hospitalière et sont sortis des ef-

fectifs. Les étudiants en médecine qui refusent cette vaccination sont suspendus également. Donc pour un gouvernement qui essaie de lutter contre les déserts médicaux et faire face à la pénurie de soignants, c'est quand même un comble.

Il y a une catégorie de personnel dont on ne parle jamais, c'est celle de ceux qui sont interdits d'exercice, c'est-à-dire les libéraux : les kinés, les sages-femmes, les médecins généralistes, ceux qui n'ont pas le statut de fonctionnaire. Ils ne sont pas suspendus, ils sont interdits d'exercice. Certains syndicats parlent de 15 à 20 000 soignants sur le territoire national qui seraient dans ce cas. Un médecin généraliste interdit d'exercice laisse potentiellement une patientèle de 600 à 800 personnes sur le carreau. Ce sont des gens qui se retrouvent du jour au lendemain sans médecins, sans solutions, et qu'on va retrouver aux urgences.

Quand je fais la synthèse de tout ça et qu'en plus je prends le temps d'analyser les derniers avis de la Haute autorité de santé et de l'académie de médecine où, à part l'argument de l'exemplarité, et celui du fait de ne pas froisser la susceptibilité des personnels qui se sont fait vacciner, il n'y en a pas d'autres, plus rien de sanitaire, plus rien de scientifique, pour moi on est dans la punition. Je pense qu'une loi n'est pas là pour punir, elle est là pour répondre à un objectif précis. La vaccination a été mise en place pour éviter la contamination et la transmission. Quand on part du principe que le vaccin n'empêche ni la contamination, ni la transmission, l'obligation doit être levée d'emblée, il n'y a pas besoin de discuter, que ça plaise ou non.

Luc Patois, maire de Marcellaz

Le parlement européen a fait une enquête sur le vaccin, a auditionné un certain nombre de personnes dont une des directrices principales de Pfizer qui a reconnu que beaucoup de tests qui sont normalement faits sur les vaccins avant de les commercialiser n'ont pas été faits et quand on lui a posé la question très précise de savoir si le vaccin empêchait la contamination, elle a répondu que non. Donc le fait que des personnels soignants aient souhaité s'abstenir de se faire vacciner, ça peut se comprendre, quand on voit la façon

dont ce vaccin a été mis sur le marché.

Sabrina Ancel, maire de Saint-Jean-de-Tholome

Il faudrait se demander qui est-ce qu'on punit le plus ? Est-ce que c'est les soignants qu'on a suspendus ou est-ce que c'est la population ? La population qui n'a plus de médecin, et qui en a besoin ! On a des villages entiers dans des zones rurales qui se retrouvent sans médecins. Il y a des gens très malades qui ont besoin de suivis médicaux et du jour au lendemain, ils n'ont plus de suivi, ils ne peuvent même plus avoir une ordonnance pour avoir leur traitement. Ces gens-là n'ont rien demandé, on se retrouve dans une situation de mise en danger de certaines personnes. C'est un vrai problème.

Charlotte Boettner, maire de Villy-le-Pelloux

Dans nos petites communes, on se retrouve confrontés à des administrés qui demandent de l'aide parce qu'ils n'arrivent pas à avoir des rendez-vous médicaux, ou alors des personnes âgées qui en trouvent mais très loin et il faut les aider à se déplacer. On y est confrontés au quotidien. J'ai des parents qui viennent me voir parce qu'on leur a prescrit des séances d'orthophonistes et ils ne trouvent pas.

Ils prennent position

En Haute-Savoie, ils sont une dizaine d'élus à vouloir prendre position sur ce sujet :

Sylviane Noël, sénatrice de Haute-Savoie
Charlotte Boettner, maire de Villy-le-Pelloux
Xavier Brand, maire de Vovray-en-Bornes
Boris Avouac, maire de Saint-Laurent
Luc Patois, maire de Marcellaz
Sabrina Ancel, maire de Saint-Jean-de-Tholome
Antoine Valentin, maire de Saint-Jeoire
Sylvie Andres, maire de La Rivière-Enverse
Pierre Chautemps, maire de Burdinignin
Laurent Perthuiset, maire de Meillerie